55e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 21 26 MAI 1938

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. John Wesley. — La situation de l'Eglise anglicane avant son entrée en scène. — II. La conversion de Wesley, son action sur les foules, la résistance de l'Eglise officielle, son triomphe final. — III. Le troisième procès de Moscou. — L'étrangeté des aveux, et leur invraisemblance totale. — IV. Les vrais motifs de l'élimination par Staline de ses adversaires politiques. — V. L'entrevue dramatique de Berchtesgaden du 12 février 1938. — Ses conséquences. — VI. Tentatives de falsification de l'histoire de l'*Anschluss* par la presse allemande. — Réfutation de ses mensonges intéressés.

I

Dans son n° du 4 juin 1936, l'*Ami*, répondant à la demande d'un de ses lecteurs, a donné un court aperçu des origines du *méthodisme*, dont le fondateur fut John Wesley, au XVIIIe siècle. Il profite avec plaisir de la publication (*Revue des Deux Mondes*, 1er avril 1938) d'un article d'Agnès de la Gorce sur ce réformateur anglican, pour donner de sa personne et de son action une idée plus complète, convaincu de rendre par là service à ceux de nos vaillants missionnaires qui se trouvent en contact presque journalier avec des disciples lointains de cet illustre prédicateur.

Nous disions alors : « Dans l'histoire de l'Eglise anglicane, John Wesley est une très curieuse et sympathique figure. Au sein de l'Eglise catholique, il serait devenu, selon toute vraisemblance, un très grand saint. Livré à ses propres inspirations et aux lumières de la Sainte Bible, il fournit une grande carrière de convertisseur, mais il n'arriva point à la création d'un corps de doctrine sûr et d'un Institut permanent. »

C'est aux mêmes conclusions qu'aboutit, on va le voir, l'étude de Mlle Agnès de la Gorce.

Elle commence par nous tracer un tableau assez noir, mais malheureusement exact, de la situation religieuse en Angleterre au début du XVIIIe siècle. Et elle précise tout de suite que ce n'était pas seulement la situation religieuse qui était alors bien misérable, mais aussi la situation intellectuelle.

« Une bonhomie paresseuse, écrit-elle, régnait dans le vieil Oxford. A la vérité, le niveau des études n'avait jamais été plus bas qu'en cette première moitié du XVIIIe siècle. Grassouillets, bedonnants, — en butte aux mêmes plaisanteries que les chanoines ridiculisés par Boileau, — les dignitaires des collèges menaient leur tâche routinière ; puis, flâneurs autant que leurs élèves, s'en allaient attendre l'arrivée du coche qui mettait deux jours à venir de Londres. Les fortes disciplines se relâchaient et les voyageurs déploraient l'abandon des bibliothèques où les élégants à perruque blonde ne pénétraient que de loin en loin, pour examiner leur arbre généalogique. »

L'Angleterre venait de traverser de longs orages politiques. Mais finalement, sous l'administration corrompue, mais adroite et prudente de Robert Walpole, elle se jetait dans cette sorte de matérialisme pratique qu'engendrait le développement encore inaperçu du commerce colonial, et de l'industrie promise à un essor si prodigieux. Les *Gentlemen Commoners*, — c'est-à-dire les fils de famille qui avaient obtenu le titre d'étudiants ordinaires de l'antique Université d'Oxford, — cultivaient surtout la dive bouteille, qui leur servait à acheter l'indulgence de leurs maîtres. Par ailleurs, ils étaient de riches privilégiés, reconnaissables à leur robe de soie et à leur bonnet de velours. La politique s'apaisait peu à peu. Pourtant le vieil Oxford restait fidèle au souvenir des Stuarts et ne devait se rallier à la maison régnante de Hanovre que tout à la fin du siècle. Cette fidélité se traduisait principalement par des « toasts » portés, à la fin des banquets : « A la santé du roi, de l'autre côté de l'eau ! »

Mais les maîtres d'Oxford n'étaient pas tellement perdus dans le chagrin de la ruine du régime de leurs cœurs qu'ils en oubliassent la joie de vivre dans le présent et de pratiquer un épicurisme largement arrosé de bons vins d'outre-Manche :

« Il arrive, écrit notre auteur, que l'aube surprenne parmi les flacons vides des ministres de l'Eglise établie. Et voici qu'une cloche tinte, exacte comme au Moyen Age, tenace comme l'habitude religieuse qui ne s'inquiète pas si la foi est vivante ou morte. « Dieu me damne ! » s'écrie l'un de ces ecclésiastiques, pris de remords, mais ajoutant un juron à ses autres péchés : « Dieu me damne ! C'est l'office du matin ! »

Telle était la bonne ville d'Oxford quand, en 1720, John Wesley, fils d'un pauvre recteur d'Epworth, au comté de Lincoln, vint s'inscrire au Christ Church College.

Il avait 17 ans, étant né le 17 juin 1703. Quatre ans plus tard, il obtient le grade de bachelier ès arts. Selon la coutume, on lui décerne ce titre envié en posant solennellement sur sa tête un tome d'Aristote. L'année suivante, en 1725, il est consacré diacre de l'Eglise anglicane. Une année encore, et il devient *fellow*, c'est-à-dire maître de conférences au Lincoln College. Il a désormais le pied à l'étrier. Il reçoit un traitement substantiel, qui réjouit sa famille. Il préside, comme jeune professeur, aux exercices scolaires des étu-

diants, qui consistent surtout en « concertations », c'est-à-dire en joûtes oratoires dirigées avec tout le cérémonial scolastique. John Wesley est passé maître dans ce maniement des argumentations qui désarçonnent l'adversaire, sans toujours le convaincre, sans même que le vainqueur lui-même soit parfaitement convaincu.

En 1727, il conquiert brillamment son diplôme de maître ès arts, par trois dissertations sur des sujets étonnamment distants les uns des autres : le meurtre de Jules César, — l'âme des bêtes, — l'amour de Dieu.

Mais dans son âme se déroulait déjà un drame profond, qui n'était autre que le drame de son siècle. L'incrédulité faisait de terribles ravages dans la société cultivée d'Angleterre. Mlle de la Gorce passe un peu rapidement sur ce point. Il ne nous semble pas inutile d'y insister.

Le changement avait commencé au siècle précédent. Les premières années et le milieu du XVIIe siècle avaient vu des querelles formidables ; épiscopaliens, presbytériens, indépendants et congrégationalistes s'étaient âprement disputé la Bible, et, au nom de la Bible, l'influence et le pouvoir. Mais à force de disséquer et de triturer les textes, on leur avait enlevé une grande part de leur force et de leur prestige. Alors la philosophie était intervenue et s'était placée audacieusement en dehors de la religion révélée. Elle avait commencé à parler au nom de la raison pure. Cette évolution, à vrai dire, s'était produite lentement, de façon presque insensible et inaperçue des contemporains. Mais le mouvement est jalonné, pour l'histoire, de façon très claire et il est parallèle à un mouvement tout semblable qui s'ébauche en France, à partir de Descartes.

En effet, après Francis Bacon qui faisait appel surtout à l'*expérience*, Herbert de Cherbury (1581-1648) avait publié, en pleine guerre civile, un ouvrage dont le titre même était assez significatif : *De la vérité en tant que distincte de la révélation*. C'était déjà le déisme érigé en système. Mais c'est surtout après Cromwell, sous la Restauration anglaise, que ce mouvement de révolte de la raison contre la révélation s'était développé. A partir de 1660, un monde nouveau semble naître en Angleterre. Les manières d'envisager la vie, la politique, la diplomatie, la science, l'art, la religion, tout change à la fois. On a trop souffert de la contrainte puritaine, si semblable à notre jansénisme chagrin et tyrannique, on veut respirer, on veut vivre, on veut jouir. On se jette avec frénésie dans le plaisir. Un désordre effroyable des mœurs signale, dans les hautes sphères de la Cour, comme chez nous sous la Régence, cette revanche contre les excès du biblicisme protestant. Rien n'est plus frivole, plus cynique, plus dissolu que la haute société anglaise au temps de Charles II. Le favori de l'opinion est alors l'illustre Buckingham, et l'événement saillant de sa vie de folies et de débauches est le duel fameux où il tue lord Shrewsbury, pendant que la femme de ce dernier, déguisée en page, tenait par la bride le cheval de son amant et contemplait avidement la lutte sanglante dont elle était l'enjeu !

Dans les mêmes temps, les études scientifiques se développent, avec des hommes de génie tels que Newton, comme si le déclin de la foi se trouvait lié à l'essor de la science (simple coïncidence de temps toutefois). D'autre part, la *gentry* anglaise triomphe définitivement de l'absolutisme monarchique. Et il semblerait que ces trois choses : la licence des mœurs, — l'audace de la pensée, — la démocratie soient nécessairement les trois marques du progrès de la raison humaine.

C'est jusque vers cette époque et dans ce pays d'Angleterre qu'il faut aller chercher les origines de ce naturalisme et de ce laïcisme qui n'ont cessé depuis lors de ronger le christianisme en Occident. La religion révélée apparaît comme une chose du passé. On l'identifie à la contrainte morale, à la tyrannie absolutiste, à l'esprit d'ignorance et de ténèbres. On rejette le surnaturel, le miracle, la révélation. On professe le déterminisme inflexible des lois de la nature, découvertes par la science. Hobbes, Locke, Shaftesbury sont les maîtres de la pensée anglaise. Au-dessous d'eux, toute une génération de publicistes inférieurs va les prolonger, les vulgariser, les traduire pour la bourgeoisie et l'aristocratie cultivées. John Toland, Collins, Tindal, Saint-John, plus connu sous le nom de lord Bolingbroke, et qui sera l'un des protecteurs et l'un des maîtres de Voltaire, arborent le titre de libres-penseurs (*free-thinkers*) et professent le dédain le plus complet pour les dogmes révélés et les histoires de miracles dont la Bible et les Evangiles sont remplis. La *franc-maçonnerie* est le fruit naturel et l'incarnation de cet esprit « moderne ». Elle prend naissance en effet, le 24 juin 1717, à Londres, à la brasserie de l'Oie et du Rôti, par l'organisation de la première Grande Loge.

Tout cela ne pouvait manquer d'exercer sur l'Eglise anglicane une influence extrêmement grave. Cette influence se traduisit en deux sens différents et même diamétralement opposés : en produisant d'une part un refroidissement des convictions religieuses au sein du clergé et du peuple anglicans, — en provoquant d'autre part une réaction religieuse d'une rare intensité, dont John Wesley fut précisément le principal initiateur.

Du refroidissement religieux en Angleterre, il y a mille preuves navrantes.

Le clergé anglican, surtout après le règne d'Anne et l'avènement de la dynastie hanovrienne, se sécularise à peu près complètement. Il se laisse envahir par la philosophie ambiante et par l'air du siècle, qui est, on l'a dit, tout imprégné de matérialisme pratique, de préoccupations terrestres et temporelles. Il semble que l'on ne veuille plus songer qu'à la vie présente et le moins possible à la vie future. L'horizon de l'homme se rétrécit et se ferme. Le noble tourment de l'au-delà disparaît ; les grandes pensées d'éternité s'évanouissent. Le souffle salubre des grandes aspirations vers l'infini, beauté et purification de l'être humain, ne chasse plus les miasmes empoisonnés des jouissances inférieures.

Avec la nouvelle dynastie des « George », c'est le parti whig qui est arrivé au pouvoir. Le gouvernement nomme régulièrement des évêques whigs, dont le mot d'ordre simpliste, en matière doctrinale, est de « laisser dormir les chiens » (*Let sleeping dogs lie !*), expression anglaise équiva-

lente à la nôtre : « Ne réveillez pas le chat qui dort. »

Ce clergé devient donc rapidement le moins clérical de la chrétienté. Il s'embourgeoise avec délices. Ceux des ministres qui avaient le goût du mouvement ou de l'action sociale, se faisaient désigner comme « Juges de paix », ce qui leur conférait une autorité considérable, les mêlait à toute la vie du pays, à toutes les affaires, car le « Juge de paix » exerce, dans l'Angleterre d'alors, une sorte de dictature locale, une dictature de la bonhomie, un despotisme patriarcal et bon enfant. La plupart des curés et des vicaires vivent dans l'intimité des *squires* ou seigneurs de village, chassent, jouent et boivent avec eux. Au surplus, le recrutement du clergé n'est plus le même qu'au Moyen Age, où le clergé venait souvent de la classe la plus pauvre. Les bénéfices ecclésiastiques se sont accrus, leur valeur-argent n'est pas négligeable, la carrière cléricale est enviable. Au XVIII^e^ siècle, le riche propriétaire prend l'habitude d'embellir le presbytère de sa paroisse et d'y caser les cadets de la famille. La maison du ministre devient une annexe du manoir. La *gentry* et le clergé sont donc au même niveau social, ont la même vie, les mêmes mœurs, les mêmes routines et manies. Dans les romans de miss Jane Austen, fille de pasteur elle-même et psychologue minutieuse et exacte, il est difficile de se rappeler si les jeunes amoureux sont de jeunes squires ou de jeunes vicaires.

Les évêques sont, pour la plupart, des hommes de parti, jetés dans la politique. Les réceptions des ministres d'Etat sont encombrées de prélats. Un évêque gallois avouait qu'il n'avait vu son diocèse qu'une seule fois et résidait le plus souvent au bord des lacs du Westmoreland. Le cumul des bénéfices enrichissait les plus intelligents des ecclésiastiques, ou du moins ceux qui avaient su s'assurer les protecteurs les plus puissants, tandis que d'autres descendaient parfois jusqu'à la gêne et, en cas de famille nombreuse, jusqu'à la misère noire. Un observateur du temps déclare que de toute l'Europe le clergé anglais est le moins appliqué à ses fonctions et le moins sévère dans sa vie privée. La haute société anglaise est particulièrement touchée par l'incrédulité. Montesquieu, visitant l'Angleterre, remarquait que « tout le monde rit quand on parle de religion. » La plupart des hommes d'Etat du siècle sont connus pour leur incroyance et leurs mœurs douteuses. Walpole et Carteret se grisaient régulièrement. Walpole surtout avait, quand il avait bu, et même sans cela, un langage grossier et cynique. Le duc de Grafton se montrait au théâtre avec sa maîtresse attitrée. Lord Chesterfield, dans ses lettres à son fils, fait une part à l'art de la séduction des femmes, comme nécessaire à l'éducation complète d'un vrai gentleman.

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, les classes pauvres sont d'une ignorance, d'une grossièreté de mœurs impossibles à décrire et presque à imaginer. La naissance de l'industrie, la désertion des campagnes qui en sera la suite, l'entassement des ouvriers dans les cités manufacturières amènent une démoralisation formidable, à laquelle le clergé anglican n'apporte aucun remède. Pas une paroisse neuve ne se crée dans les quartiers populaires pour les besoins spirituels des masses, pas une église ne leur est ouverte, pas une école non plus. On en reste à ce qui existait au temps d'Elisabeth. Les paysans sont misérables, les ouvriers plus encore. La police est nulle, les rixes, les bagarres, les émeutes même sont fréquentes et brutales, les répressions sans pitié. La criminalité est énorme, les lois pénales féroces. On vit un jour, aux portes de *Newgate* (la prison de Londres), à l'extrémité de la rue du même nom, 20 jeunes voleurs pendus côte à côte ! L'invasion du *gin* (eau-de-vie de grains parfumée au genièvre) facilite puissamment l'alcoolisme ; on voit des enseignes d'auberges à gin inviter les clients à se griser pour un penny, à se rendre ivres-morts pour deux pence !

On n'est pas surpris que, dans une telle société, avec un tel clergé, le déisme, le naturalisme, l'incrédulité pure et simple aient fait des ravages extraordinaires, que la franc-maçonnerie ait compté un grand nombre d'ecclésiastiques dans ses rangs, que l'esprit chrétien ait abandonné une bonne partie de l'Eglise anglicane et que les sectes dissidentes elles-mêmes, quoique moins atteintes que l'Eglise « établie », aient suivi le mouvement général du siècle.

C'est tout cela qu'il faut avoir présent à l'esprit si l'on veut comprendre l'étonnante carrière de John Wesley, dont Lloyd George a pu dire qu'il fut « le plus grand chef religieux sorti de la race anglo-saxonne » et que les Anglais mettent plus haut que Luther, plus haut que Calvin luimême.

II

Quelle fut donc l'étincelle qui alluma dans le cœur du jeune Wesley le désir de s'insurger contre le courant fatal de l'incroyance ? Ce fut la lecture d'un petit livre, passablement oublié de ses contemporains, et qui datait de l'époque catholique, le livre d'un moine dont le nom même est demeuré incertain : l'*Imitation de Jésus-Christ*. Il faut dire que Wesley avait toujours entendu son père et sa mère gémir sur la négligence religieuse de la plupart des hommes de la paroisse. Le livre favori de la maman était justement l'*Imitation*. Mais Wesley fut poussé encore d'un autre côté vers cette œuvre si peu répandue dans le monde clérical anglican :

> « Une jeune femme surnommée Varanèse, qu'il aima d'un amour malheureux, écrit Agnès de la Gorce, lui avait conseillé cette lecture. Penché sur l'*Imitation*, il lui sembla tout d'abord qu'il respirait l'air d'un cloître depuis longtemps abandonné ; il se révolta contre un ascétisme dont la douceur ne se communiquait pas à lui, et sa mère dut l'exhorter à plus de condescendance pour « un vieux moine dont la science n'égalait pas la piété » et qui n'avait pas connu la lumière de la Réforme. »

Ce fut la première *conversion* du futur convertisseur. Ses historiens la regardent du reste, dans le monde protestant, comme une erreur de sa part, une erreur de jeunesse. Wesley songea d'abord à s'affranchir du monde, à se créer un ermitage dans une vallée du Yorkshire, en se faisant simple maître d'école pour les enfants pauvres. Mais un conseiller dont le nom est resté inconnu lui jeta ce mot de l'Evangile : « On

n'allume pas la lampe pour la placer sous le boisseau. » Wesley devrait bien plutôt essayer de réformer l'Université d'Oxford et, par elle, l'Eglise anglicane tout entière. Il se laissa convaincre.

Au début, il se trouva complètement isolé. Comment atteindre ses compagnons et recruter parmi eux des disciples ? Il pouvait se le demander.

« Un soir qu'il dînait en compagnie d'un étudiant du New College, nommé John Griffith, le glas se mit à tinter dans la tour de Saint Mary. On annonçait les funérailles d'une enfant de quinze ans. Les jeunes gens se dirigèrent vers l'église, émus tous deux, car ils étaient les amis de la pauvre petite qu'on menait au cimetière. Chemin faisant, Wesley prononça devant un seul auditeur son premier sermon, rythmé par une cloche funèbre : « Quand vous et moi serons là où se trouve cette jeune morte... » Il prêcha l'urgence du repentir : « Laissez-moi, disait-il à son compagnon, vous transformer en un véritable chrétien. »

Ainsi, c'est en partant de la pensée de la mort, de la mort en pleine jeunesse, de cette révélation saisissante du néant de la vie présente, contre quoi tout notre être proteste, que Wesley, comme tant d'autres, commençait son ministère religieux. L'étudiant Griffith se soumit à son obédience. Il fut le premier adepte de Wesley, mais bientôt la phtisie l'emporta lui-même et de nouveau l'apôtre se retrouva seul. Il avait bien, à Oxford, un frère plus jeune que lui et qui l'avait suivi à l'Université. Mais Charles ne prêtait aux sermons de son aîné qu'une oreille distraite ; il entrait dans sa chambre en coup de vent, dérangeait l'ordre méticuleux de ses papiers et ne faisait que siffloter et hausser les épaules, quand John voulait lui parler sérieusement.

Pourtant, le 22 septembre 1728, l'évêque anglican d'Oxford avait ordonné prêtre John Wesley, et l'année suivante il se trouve à la tête de trois disciples. Il a d'abord son frère, Charles, enfin gagné ; puis le frère de Varanèse, Robert Kirkham ; enfin William Morgan, le fils d'un richissime gentilhomme irlandais. Quelle était la vie de ces quatre jeunes hommes, dominés par la vigoureuse personnalité de John ? Ils se réunissaient chaque soir dans sa chambre, pour y étudier sous sa direction la Sainte Bible et l'Histoire ecclésiastique. A première vue, ce n'était là qu'une sorte de cours supplémentaire, mais les amis s'encouragent mutuellement, dans les intervalles, à faire campagne contre la paresse, le luxe et l'intempérance chez les étudiants. Ce n'est pas une petite entreprise. Au début, le résultat est nul. L'on se borne à tourner en dérision les réformateurs, leur lever matinal, leur travail acharné, leur piété, leur assiduité à la « Coupe de la Cène », que l'on ne recevait plus que trois fois par an, en général, et qu'ils veulent, eux, recevoir tous les dimanches. On les traite de « bigots », de « fanatiques », on les appelle « vers rongeurs de la Bible ». On dit, en les montrant : « Voilà le club de la sainteté, voilà les *Sacramentaires !* » [1]. Avec le club de la déraison et du badinage ou de l'amour que l'on connaissait déjà dans Oxford, cela ne faisait qu'un club de plus.

[1] On sait que ce mot avait eu un autre sens, dans l'histoire du protestantisme, et désignait, dans la langue de Luther, les adversaires de la présence réelle, tels que Karlstadt, Zwingli, Calvin, Schwenkfeld, etc.

Un jour, un étudiant trouva un mot nouveau, un mot qui parut drôle, tout comme deux siècles auparavant le sobriquet de « jésuites », pour désigner les premiers disciples d'Ignace de Loyola. Il s'écria, en montrant du doigt Wesley et ses amis : « *Ce sont les méthodistes !* » Un peu comme il aurait dit : « Ce sont les maniaques, les ponctuels, les esclaves d'une *méthode* ». Ce ne sera que plus tard, quand le mouvement aura triomphé, que Wesley acceptera ce nom. Pour l'instant, il n'adopte que celui de « *Club de la sainteté* », qui lui paraît une bonne définition.

Wesley estimait par-dessus tout les œuvres de miséricorde. Justement, le riche William Morgan se dépensait volontiers à visiter et nourrir les pauvres, les prisonniers, les malades. Mais il vint à mourir d'une fièvre ardente. L'Université accusa Wesley, accablé de chagrin, d'avoir causé, par son zèle intempestif, cette mort prématurée. Il se défendit avec fierté et vigueur, revendiquant le droit d'être chrétien et de pratiquer l'Evangile. Sa défense eut de l'écho. Il se trouva quelques descendants de puritains pour se joindre à lui.

Le groupe ne sera jamais très nombreux : une vingtaine au plus, presque tous du même milieu social, fils de pasteurs anglicans et candidats aux ordres. Ils portent tous la robe universitaire largement étalée. Une gravure de l'époque les montre en des attitudes décoratives et quelque peu théâtrales. Pourtant, ils tranchent par leur simplicité sur les habitudes de leur temps. Wesley a renoncé au luxe de la perruque, qui coûte cher. Sa chevelure noire, légèrement bouclée, retombe sur ses épaules, encadrant un visage maigre et pâle. « Ses mains déliées, — des mains de musicien, — s'appuient sur une énorme Bible. Physionomie dure et impérieuse. » Et pourtant ce maître de 30 ans gouverne avec bonté ses disciples qui en ont 20 et quelques. Il dira plus tard, au terme d'une carrière agitée : « Nous étions alors quelques-uns qui n'avions qu'un seul cœur et une seule âme ! »

Chose frappante, c'est dans la direction du catholicisme que, spontanément, le réformateur s'engage, mais sans aller jusqu'au bout. Il prêche la communion fréquente, il restaure l'usage de la confession, il récite des prières pour les trépassés. L'une de ses sœurs s'indigne et le traite de *papiste*.

Mais ira-t-il plus loin ? Cet homme qui commence comme plus tard un Newman méritera-t-il d'être un précurseur de Newman ? Pas le moins du monde.

Une seconde conversion va le ramener au protestantisme dont il semblait s'évader. Il fait, de 1735 à 1738, une tentative d'apostolat dans l'Amérique du nord. Il en revient dégoûté de la vie de missionnaire. Mais il a rencontré là-bas des *Frères moraves*, une sorte de secte moitié hussite, moitié luthérienne, et quelque peu piétiste. Le 24 mai 1738, il *se convertit* en sens opposé à la première direction où la lecture de l'*Imitation* l'avait engagé.

En ce matin du 24 mai, se trouvant à Londres, il ouvre au hasard sa Bible, comme pour y chercher une révélation de la volonté de Dieu sur lui. Il tombe sur ce passage : « Tu n'es pas loin

du royaume de Dieu. » C'est une parole dite par Jésus à un Scribe qui l'avait interrogé. Wesley se dirige vers la cathédrale Saint-Paul. Il y entend des musiciens psalmodier le *De profundis* traduit en anglais. Leur plainte touche son âme. Le soir, il se rendit dans Aldersgate où se réunissait une société religieuse composée de jeunes gens. Il entendit l'un des membres de la société lire les commentaires de Luther sur l'Epître aux Romains. Durant cette lecture, exactement à neuf heures moins un quart (c'est lui qui a noté l'instant précis sur son *Journal)*, il sentit le souffle de l'Esprit passer sur lui : « Je connus, écrit-il, que le Christ avait pris mes fautes, oui, *les miennes*, et qu'il m'avait sauvé de la loi du péché et de la mort. Alors je me mis à prier de toutes mes forces, pour ceux qui m'avaient méprisé et s'étaient acharnés à me nuire. »

Il avait alors 35 ans. Son âme fut dès lors plus que jamais pleine d'enthousiasme. Il fit passer dans ses sermons la flamme qui dévorait son cœur. Mais partout cela fit scandale. Chaque fois qu'il descendait de chaire, après avoir sonné le grand réveil de la confiance en Jésus-Christ, il voyait s'avancer vers lui le curé de la paroisse où il avait pris la parole et lisait sur le visage du pasteur, courtois mais offusqué, une nuance marquée de réprobation : « Monsieur, lui disait le ministre, il ne vous sera plus permis de prêcher ici. » C'est ainsi qu'il fut chassé de tous les sanctuaires officiels.

Cela le poussa à s'adresser aux pauvres ouvriers sur les places publiques. Les mineurs de Kingswood, non loin de Bristol, passaient pour les plus délaissés, les plus féroces, les plus révoltés contre l'ordre social ambiant, qui n'avait point de place pour eux. « Ce n'étaient que de « noirs démons », qui arrêtaient les carrosses, détroussaient les voyageurs, recélaient dans des tanières impénétrables à la police les biens volés. Les habitants de Bristol s'épouvantaient des grèves provoquées par leur désespoir. » Le 2 avril 1739, pour la première fois, Wesley vint leur adresser la parole. Lorsqu'il vit la foule des mineurs, accrue de celle des tisserands, — d'après son Journal, où les chiffres sont peut-être un peu grossis, ils étaient 3.000, — il comprit que son heure était venue. Il allait les évangéliser, leur faire honte de leur abjection. Avec cette matière ignoble, cette populace grisée de gin, il façonnerait « un nouveau peuple anglais, fier, probe, diligent, immensément orgueilleux, mais courbant devant l'Eternel son front régénéré. »

Et le succès vient en effet : il avait le don de parler aux foules incultes.

A la fin de ses sermons en plein air, il est salué par les hourras enthousiastes des auditeurs. On l'entoure, on lui montre bruyamment de la joie, on lui donne de grosses tapes dans le dos, en guise d'approbations ! L'ancien professeur d'Oxford en est parfois humilié, mais il écrit dans son Journal : « Me résigner à l'abaissement, me résigner à l'avilissement ! » Et il poursuit ardemment son œuvre magnifique. Il offre à de pauvres gens longtemps privés de Dieu un christianisme qui n'est pas le christianisme intégral de l'Eglise romaine. la seule véritable Eglise, mais il leur donne ce qu'il a, un christianisme simplifié, réduit à la connaissance expérimentale et personnelle de la Rédemption par le Christ.

Tous ses sermons sont bâtis sur le même plan. Il part de l'antithèse sans nuances de Luther . désespoir de la souillure, — espoir sans borne du salut par le Christ. Il pose d'abord le péché originel dans toute son horreur. Il n'admet pas de discussion sur ce point capital, et jugera Jean-Jacques Rousseau, avec sa doctrine de la bonté primitive de l'homme, plus dangereux que Voltaire lui-même. Selon Wesley, comme selon Luther, l'homme naturel était voué au démon, il était perdu sans ressources, il allait tout droit à l'enfer, sans Jésus. Mais Jésus est venu, il a payé pour lui, il l'a racheté. Pour être sauvé, il suffit de croire. Mais comment savons-nous que nous croyons suffisamment pour être sauvés ? C'est ici que Wesley a sa doctrine personnelle. Le salut doit être *senti*. C'est comme un coup de foudre en nous, c'est le *revival*. Sans le *revival* on ne peut pas être sauvé. Mais une fois que le coup de foudre a été reçu, rien ne peut nous enlever notre précieuse certitude personnelle du salut. C'est la grande révolution de l'existence, c'est le triomphe de la vie sur la mort. M^lle^ Agnès de la Gorce rend très bien le genre propre à la prédication de Wesley :

> « Le soir, écrit-elle, dans les salles des corporations ou dans les ateliers, parmi les métiers de tisserands, Wesley plonge ses auditeurs dans l'effroi religieux, qu'il croit salutaire et précurseur de la conversion. Il évoque la vallée où règne l'ombre de la mort, la détresse de l'homme naturel privé de Dieu ; on l'écoute dans un silence consterné. La cohue est telle que les auditeurs grimpent à l'échelle, entrent par la lucarne. Le plancher craque sous le poids de tous ces corps. Un accident survient. Mais Wesley constate avec la joie provocante de sa victoire que Dieu protège ses enfants choisis, « son petit Israël britannique ». Ni morts ni blessés, à peine une interruption.
>
> Les pauvres qui étouffent dans ces greniers se sont fatigués d'entrer dans les spacieuses cathédrales édifiées pour la misère de leurs aïeux, mais où plus rien ne les concerne. Honteux de leurs haillons, intimidés par le voisinage des élégants et des riches, ils ont vainement essayé de comprendre ce que disait le ministre juché derrière son pupitre. De belles phrases sans doute, mais hors de leur portée, des phrases qui berçaient la somnolence de ces gentilshommes assoupis, leur tabatière à la main.
>
> Matelots, débardeurs, soldats, que saisissaient-ils de cette langue impeccable, modelée dans les universités gothiques et si différente du langage quotidien ? Découragés, ils se retiraient et ne revenaient plus... »

Dans ces lignes on saisit fort bien le drame qui a tourmenté l'Eglise du Christ, depuis le début de l'ère industrielle. La même scission qui s'est produite entre les classes de la société, la même opposition de goûts, d'usages, de modes, de manières de vivre, de s'habiller, de parler, d'écrire, de manger, etc., s'est reproduite dans la manière de pratiquer la religion, de traiter des mystères de la foi chrétienne, de s'adresser à Dieu, de comprendre le sens de la vie et de l'éternité. Au temps du Christ, un jeune homme hésita à suivre le divin Maître à cause de ses richesses. En notre temps, des foules ont cessé de le suivre à cause de leur pauvreté et de leur ignorance. Nous avons perdu peu à peu l'audience des foules ouvrières !

Wesley eut le don de comprendre ce qu'il y avait d'inadmissible dans cette évolution religieuse de son temps. Il vit le peuple se jeter dans tous les vices, les plus grossiers, les plus bas et les plus violents. Il entendit la parole du Christ : *Misereor super turbam !* Encore une fois, s'il avait été catholique, s'il avait eu les clartés que donne la grande tradition de sainteté dont bénéficiait, au temps même où il vivait, un S. Alphonse de Liguori, apôtre des foules, il est probable que nous pourrions vénérer en lui l'un des plus grands génies religieux de l'histoire. Même privé de ces secours et ne possédant que les lumières que la Bible répand nécessairement sur ceux qui en ont gardé le trésor divin, — malheureusement sans les règles d'interprétation sûre que l'Eglise catholique possède en dépôt, — il a accompli une œuvre indéniablement belle, en empêchant une grande quantité d'hommes du peuple de sombrer dans la sauvagerie pure et simple. N'oublions pas qu'avant lui on voyait, en Angleterre, des hommes adonnés à l'ivrognerie la plus affreuse, dévorés d'alcoolisme, totalement démoralisés par la misère et la paresse. On en voyait qui traînaient leurs épouses sur les marchés, la longe au cou, comme des bêtes de somme, en criant : « Qui veut ma femme, ma femme pour quinze shillings ? »

C'est à cette « canaille » des cités industrielles que Wesley et ses collaborateurs entreprirent de rendre le Christ et son Evangile ! Ils surent leur parler un langage à leur portée ; ils surent éveiller en eux le sentiment de leur propre déchéance, la honte de leur détresse spirituelle, le repentir de leurs fautes, l'espoir de la réhabilitation en Jésus-Christ. A la voix de Wesley, les âmes se réveillaient au bord de l'abîme. Ses accents avaient en ces pauvres êtres des résonances si profondes que des scènes étranges se produisirent dès le début. C'est le *Journal* de Wesley qui nous en informe.

On a vu que c'était le 2 avril 1739 qu'il avait commencé son apostolat si nouveau. Dès le 17 avril, les événements dont nous parlons commencèrent à se produire. Il écrit, le 21 avril : « Aujourd'hui, dans le hall des tisserands, un jeune homme fut pris d'un tremblement violent et s'abattit à terre, tant était vive la peine de son cœur. Nous ne cessâmes de prier. Il se releva joyeux et fort dans l'Esprit-Saint. »

A partir de ce moment, il n'y eut presque plus de réunions sans que des accidents de cette nature se produisissent.

« C'est surtout lorsque le prédicateur affirme sa foi dans la Rédemption universelle et *attaque le déterminisme de Calvin*, que le trouble sévit. Hommes et femmes sont pareillement frappés ; le jeune âge, la maturité, la vieillesse frémissent sous les mêmes chocs. Les médecins accourent, observent, s'étonnent, réservent leur diagnostic. Nul témoin plus stupéfié que Wesley lui-même, qui domine énergiquement, de sa petite stature, toute cette confusion. »

Nous avons souligné, dans ce passage de Mlle de la Gorce, les mots qui nous semblent les plus importants. C'était le déterminisme de Calvin, c'était sa doctrine de la prédestination absolue, sa prétention de lire dans la conduite des chrétiens leur sort éternel, en posant comme signe indiscutable de réprobation, — comme l'avaient fait les pharisiens du temps de Jésus, — l'ignorance de la loi divine et de la Bible, c'était cela qui désespérait un trop grand nombre de pauvres malheureux, tout comme le jansénisme l'avait fait et devait continuer à le faire chez nous !

Wesley rendait l'espérance. Ce fut le grand secret de son triomphe. Il n'en restait pas moins surpris et parfois décontenancé de la violence des réactions religieuses provoquées par ses ardentes exhortations. Tout de suite, il essaya de canaliser le mouvement et de le limiter. « Il haïssait la turbulence et craignait la démagogie. Il ne redoutait pas moins l'illuminisme. » Il essaya de mettre de l'ordre dans la masse de ses disciples enthousiastes. Il distingue, dans cette masse, ceux qui lui semblent les plus raisonnables : un distillateur, un chirurgien, un tapissier, un charpentier, un mercier et un barbier. Il groupe autour d'eux les convertis de la première heure. Les femmes se réunissent chez une épicière. Bientôt on compte une quinzaine de ces groupes.

Mais il n'entre aucunement dans la pensée de Wesley de faire bande à part, au sein de l'Eglise anglicane. Les disciples qu'il a réunis, il rêve de les amener à la cathédrale, de les faire participer à la Cène aux côtés du reste de la société religieuse de la ville de Bristol, où il opère. De fait, un dimanche, on vit les mineurs de Kingswood et avec eux tout un peuple d'ouvriers traverser la ville, non plus en cortège révolutionnaire, mais en procession et se dirigeant vers la cathédrale au chant des cantiques. Or, il arriva que le clergé s'effraya de cette invasion pourtant pacifique : devait-on recevoir cette foule et s'exposer à un tumulte ? Les dignitaires de l'Eglise jugèrent que les pauvres mineurs, convertis par Wesley, n'étaient pas dignes de la Coupe eucharistique. La procession dut rebrousser chemin.

Le 18 août 1739, l'évêque de Bristol convoqua le prédicateur, pour lui adresser des remontrances.

« — Monsieur, lui dit-il, prétendre aux révélations extraordinaires de l'Esprit-Saint... Quelle très horrible chose !... *A very horrid thing !...* J'entends dire que des personnes sont atteintes de crises nerveuses dans vos réunions et que vous priez pour elles !... »

C'était le grief principal du prélat anglican. Sa « respectabilité » était choquée à la pensée des convulsions que provoquaient les sermons de Wesley. Celui-ci n'essaya pas de les nier.

« — Mylord, répondit-il, lorsque l'un ou l'autre révèle par des cris et des pleurs l'angoisse de son âme, j'implore Dieu pour sa délivrance et ma prière est souvent exaucée... »

L'évêque le regarda avec un peu de hauteur. Il murmura : « Très extraordinaire, en effet ! » Puis, parlant en maître :

« — Bien, monsieur ! Si vous voulez mon avis, je vous le donnerai librement. Votre présence ici n'est nullement nécessaire. Vous n'êtes pas chargé de prêcher en ce diocèse. Donc, je vous conseille de vous en aller. »

Mais Wesley protesta. Il invoqua ses titres :

« — Mylord, dit-il, mon rôle ici-bas est d'accomplir le plus de bien possible. Là où je pense que ma présence est profitable, je dois demeurer aussi longtemps que je le juge bon... Votre Grâce sait bien qu'étant ordonné prêtre, je le suis de l'Eglise universelle, et qu'é-

tant *fellow* d'un Collège, je n'ai pas été affecté à aucune paroisse, mais que j'ai reçu la charge indéterminée de prêcher l'Evangile dans toute l'Eglise d'Angleterre. Non, je ne crois pas qu'en prêchant ici, j'enfreigne aucune loi humaine. Et quand ce serait, ne vaut-il pas mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ?... »

Nous assistons ici au *processus* inévitable de la naissance d'une Eglise dissidente, en pays protestant. L'autorité ne peut invoquer contre un apôtre du genre de Wesley que des motifs humains, des lois humaines. La Constitution même de l'Eglise anglicane reconnaît que les supérieurs ne sont pas doués d'infaillibilité, quel que soit le degré de leur élévation au sein de l'Eglise. Wesley parle donc comme avaient fait avant lui et comme devaient faire encore après lui une foule d'initiateurs de sectes diverses.

Il conclut l'entretien par des paroles restées fameuses, surtout la dernière phrase, dans l'histoire de sa vie :

« — Si je manque à mon devoir et que tombe dans l'abîme une seule âme que j'eusse pu soustraire aux flammes éternelles, Dieu acceptera-t-il ce prétexte : « Seigneur, elle n'était pas de ma paroisse » ? *C'est pourquoi je regarde le monde entier comme ma paroisse* [2]. »

Dès lors la guerre éclate entre l'Eglise officielle et cet apôtre original et puissant. Mais il poursuit sa route, en dépit des reproches et des blâmes. Après l'évêque de Bristol, les autres évêques dans les diocèses desquels il entreprend de prêcher, le critiquent et lui refusent l'entrée des églises paroissiales. Il se voit donc contraint d'ouvrir de nouveaux sanctuaires. Rien ne l'arrête. Il prêche aux miséreux de Londres, puis dans les bourgades industrielles du Nord, du Pays de Galles et de Cornouailles. A force de former des cénacles, il a groupé une congrégation considérable. Sa vieillesse sera un long triomphe.

Jusqu'à l'âge de 70 ans, il parcourt sans arrêt l'Angleterre, à cheval. Mais à la suite d'un accident, survenu en 1774, il est contraint d'adopter une modeste voiture. Le véhicule s'avance cahincaha sur les routes, lentes à s'améliorer. Il y avait installé une petite bibliothèque. Sa nièce, Sarah, fille de son frère Charles, l'accompagnait souvent au cours de ces interminables randonnées et lui faisait la lecture. Ne croyez pas qu'il se désintéressât entièrement du mouvement intellectuel de son temps. Il se faisait lire les *Nuits* de Young, l'*Elégie dans un cimetière de campagne* de Thomas Gray. Il situait les poèmes apocryphes d'Ossian au même rang que les épopées de Virgile ou d'Homère. Par contre, il avait en horreur l'impertinence et la causticité du siècle et les œuvres demi-païennes telles que le *Voyage sentimental* de Sterne.

Quand il arrivait dans une bourgade, il était accueilli par des hurrahs sans fin. Des cavaliers venus à sa rencontre lui faisaient une escorte d'honneur C'est alors qu'il put dire à sa nièce, en se rappelant les attaques dont il avait été l'objet quarante ans plus tôt : « Vraiment, serais-je devenu un homme respectable ? » Mais ce n'était pas lui qui avait changé, c'était la société qui l'entourait, et en partie grâce à ses efforts. Il n'était plus le « vagabond Wesley » ; on le surnommait « le grand vieillard ». Les peintres les plus illustres, Romney, Reynolds, travaillaient à son portrait.

« Patriarche déjà touché par la légende, il saisissait les imaginations des enfants. L'année 1784, dans un village d'Ecosse, un petit garçon entendit Wesley prêcher dans le cimetière. Il n'oublia jamais son apparence vénérable, ni les vivants récits qu'il contait pour illustrer sa doctrine. Ce petit garçon s'appelait Walter Scott. »

Et voici comment un tableau du paysagiste Loutherbourg représente, non sans une intention caricaturale, un prêche méthodiste :

« Des paysans, mêlés de gueux, écoutent l'orateur, et les bestiaux couchés dans l'herbe semblent également attentifs. Du recueillement, de la bonhomie surtout : nulle exaltation. A la lisière d'un parc surgit un groupe élégant : la famille du châtelain ; de l'autre côté, le recteur au bras de son épouse. Les anciens adversaires ont fait la paix. Wesley règne sur la religion nationale à l'heure où ses disciples proclament farouchement leur indépendance, où le schisme va s'imposer comme une fatalité. »

A ce moment, en effet, les églises s'ouvrent au « grand vieillard ». S'il prêche parfois dans les prairies, c'est parce que les temples sont trop étroits pour contenir les multitudes qui se pressent pour l'entendre. Mais les cathédrales ne lui sont plus fermées. L'évêque de Glocester le reçoit dans son palais, et lorsque Wesley revient à l'Université d'Oxford et prêche devant les étudiants, ceux-ci lui font une telle ovation que l'ancien *fellow* promu homme illustre entre tous est obligé de les contenir d'un geste paternel.

C'est donc lui qui a obtenu gain de cause. Ce grand réformateur que la France catholique n'a pas eu pour prévenir la révolution de 1789, l'Angleterre puritaine a eu la bonne fortune de l'avoir, et c'est pourquoi elle tiendra tête à cet esprit révolutionnaire antireligieux, en tant qu'il se pose devant le monde en religion des temps nouveaux.

La réforme de Wesley atteint son apogée au temps où se déroule, en Angleterre, le fameux procès de Warren Hastings, le conquérant des Indes. Cette Angleterre puritaine, intègre et droite, qui se révolte contre la richesse acquise par des moyens douteux, c'est l'Angleterre de Wesley. A la même époque, des prosélytes intransigeants et doux s'en vont, à travers les campagnes, déclamer inlassablement contre les divertissements brutaux en voie de disparition : combats de coqs et de taureaux.

Avec le triomphe de Wesley, ce sont les initiatives charitables ou philanthropiques du XIXe siècle qui s'annoncent : réforme du régime des prisons, des lazarets, des hôpitaux, régénération de l'enfance par les écoles du dimanche, croisade contre la traite des nègres et contre l'esclavage.

Le 5 octobre 1790, Wesley prêcha en plein air pour la dernière fois. C'était dans le cimetière de Winchelsea, près d'une église gothique ruinée, à l'ombre d'un sycomore qui en garda le nom d' « arbre de Wesley ». Mais il continua de parler dans les salles de ses confréries. Durant l'hiver

[2] Ces derniers mots sont généralement gravés sur les portraits de Wesley ou sur le socle de ses statues.

de 1791, le vieux missionnaire, déjà malade, partit encore de Londres. Le 22 février, il prononça un sermon au village de Leatherhead, chez un gentilhomme qui avait convoqué pour l'entendre tous les habitants d'alentour. Ce fut sa dernière prédication. Il regagna sa résidence à Londres, dans la maison de City Road, centre de ses œuvres charitables, complètement exténué, et s'alita pour ne plus se relever. Il expira au matin du 2 mars 1791, n'ayant pas tout à fait achevé sa 88e année.

Le catholique demeure édifié devant cette grande existence, mais aussi attristé. Il y a dans ce zèle, dans cette flamme d'apostolat, dans cette gloire, dans toute cette œuvre, quelque chose d'émouvant mais d'incomplet. Il lui a manqué la solidité, la sérénité, la plénitude de vérité que confère la certitude d'appartenir à la seule véritable Eglise de Jésus-Christ. Nous le comparons à un Don Bosco [3]. Mais quelle supériorité éclatante, à tous les points de vue, revient au grand fondateur d'Ordre catholique, auprès du fondateur de secte anglican ! Dans l'unité catholique, il y a place pour toutes les variétés d'apostolat : un S. Ignace ne ressemble pas entièrement à un S. François de Sales, ni à un S. Vincent de Paul. De là les nombreux Ordres, de là cette foule de Congrégations diverses, dont chacune a son lustre, son but particulier, sa beauté spéciale. Chez les protestants, impossible de fonder quelque chose sans commencer par se séparer, sans faire schisme. Mais alors, la condition même du bien accompli, c'est l'accroissement de l'anarchie spirituelle dans la société chrétienne ! Tragique dilemme : conformisme stérile ou séparatisme fécond mais regrettable !

Comme le dit Mlle Agnès de la Gorce en guise de conclusion : « Wesley léguait à ses disciples un idéal de conduite, des lois, et des préceptes Il demeurait un solitaire dans ses désillusions et dans sa complexité ; dans son attachement à l'Eglise nationale, malgré son indiscipline ; dans sa faim secrète du catholicisme qui se mélangeait à sa haine. »

Il reçut des funérailles triomphales. Dix mille personnes vinrent honorer sa dépouille. On distribua une image qui le représentait avec le nimbe des saints : ses disciples le canonisaient sans autre forme de procès ! Ceux-là même qui l'avaient tourné en ridicule s'inclinaient devant sa mémoire Il reste une des plus grandes figures de l'Eglise anglicane, la plus grande peut-être au sein du monde protestant.

III

On aurait certes grand plaisir à se promener encore dans les champs de l'histoire, mais l'actualité nous obsède. Et puis, c'est aussi de l'histoire, de celle qui se fait et dont nos petits-neveux seront désireux de connaître les détails. C'est pourquoi, à mesure que la lumière semble filtrer sur les événements contemporains, nous nous efforçons de la recueillir pour nos lecteurs.

Parmi les articles de revues qui nous ont frappé, il en est plusieurs qui traitent du dernier procès de Moscou, véritable énigme en un temps qui se pique d'ignorer les mystères.

Dans les *Etudes* du 5 avril, Hélène Iswolsky publie un article intitulé : *Le troisième Procès de Moscou*, Derniers grands témoins de l'Epopée léniniste. — Dans la *Revue hebdomadaire* du 30 avril, c'est un ancien procureur soviétique, André Doubrowsky, un homme renseigné et compétent, certes, qui publie un article tout semblable intitulé : *La vérité sur les procès de Moscou*, Les autoaccusations et leur valeur. — Dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mai, Frédéric Eccard analyse avec grande sagacité l'action paralysante du bolchévisme sur la France, et montre comment ce qui se passe en Russie intéresse notre pays au premier chef.

Ce dernier article insiste d'abord sur un point que l'on ne doit jamais perdre de vue. Alors que les chefs d'Etat totalitaires se donnent des titres nouveaux mais significatifs : le *Duce*, le *Führer*, le chef de l'Etat le plus fasciste, c'est-à-dire le plus totalitaire qui soit au monde, Staline se dissimule sous un titre des plus modestes. En apparence, il n'est que le *Secrétaire du parti communiste*. Il n'est ni ministre, ni Président du Conseil, ni Président de la République. Mais en réalité, il est le dictateur le plus absolu qui soit au monde et jamais tsar n'a disposé d'une autorité plus totale, plus implacable, plus irrésistible. Et le second personnage de l'Empire est Jegov, chef de la *Gougobez*, c'est-à-dire de la Direction principale pour la sûreté de l'Etat. La Gougobez, dont le nom encore peu connu est en voie de conquérir la plus sinistre renommée, a succédé au Guépéou (Service politique de l'Etat), lequel remplaçait la Tchéka, héritière de l'ancienne Okhrana. Sous des noms divers, l'instrument ne cesse de se développer, de grandir en force, en puissance d'asservissement et d'écrasement. La Gougobez possède l'un des plus beaux palais de Moscou, une tour de quinze étages, où les magasins coopératifs alternent avec les bureaux, les prisons, les salles d'exécution. La Gougobez dispose de 100.000 hommes d'effectifs, formant la plus puissante armée d'U. R. S. S., la mieux entretenue, la mieux exercée, la mieux outillée. C'est grâce à la Gougobez que Staline a pu organiser cette formidable épuration dont le monde demeure stupéfié et qui s'est traduite par la suppression impitoyable de tous ceux qui pouvaient lui porter ombrage : chefs de l'armée, membres du parti communiste, militants chevronnés du bolchévisme, commissaires du peuple, c'est-à-dire ministres, diplomates, haut personnel administratif du gouvernement central et des gouvernements fédérés. Selon un communiqué de l'Agence Havas du 10 février 1938, le Tribunal suprême de l'U. R. S. S. a prononcé, depuis neuf mois, 6.238 condamnations à la peine capitale. Sur ce nombre, il y avait 75 % de membres du parti communiste.

Mais ce n'est pas seulement le nombre des victimes qui étonne le monde. Les procès de Moscou offrent des caractères qui les différencient de tous les procès connus de l'histoire.

« Les psychiatres, les médecins, les hommes politiques et les hommes de parti, écrit Hélène Iswolsky, se pen-

[3] Puisque le nom de Don Bosco vient sous notre plume, nous en profiterons pour rappeler le curieux et intéressant volume que son biographe, le R. P. Auffray, vient encore de lui consacrer, sous ce titre : *Un Saint traversa la France*, chez Vitte, Lyon et Paris, 12 f. C'est à lire et à répandre.

chent avec angoisse sur ces interrogatoires mystérieux, ces débats pathétiques, ces aveux obtenus par on ne sait quels procédés occultes et terrifiants, et dont l'abondance même déconcerte et rend incrédule. Tissus de mensonges, disent les uns, suggérés aux inculpés au moyen de drogues ou de l'hypnose ; auto-accusations, arrachées par la torture morale ou physique, disent les autres [4] ; confessions tragiques, provoquées par le besoin morbide, inhérent à l'homme russe, de dénuder son âme en public, affirment les psychologues ; fidélité au Parti qui exige cet ultime sacrifice, proclament les doctrinaires... Mais aucune de ces explications ne saurait plus satisfaire personne, car, ainsi que l'a souligné la presse du monde entier, l'atmosphère des procès de Moscou, et tout particulièrement de celui qui vient de s'achever, échappe à toute analyse psychologique. Nous nous trouvons dans l'impondérable, si bien que l'on en vient à se demander si le mécanisme secret de ces procès et les motifs ayant guidé aussi bien les juges que les inculpés ne devront pas être inscrits au nombre des grandes énigmes historiques qui ne cesseront de troubler les générations futures. »

De son côté, André Doubrowsky dégage ainsi les caractères spécifiques de ces procès : *Suppression de la défense, — Absence de preuves, — Invraisemblance des accusations, — Universalité des aveux.*

Une chose absolument sûre et indiscutable, c'est que tout dans cette procédure blesse le bon sens et l'équité, se heurte aux règles les plus élémentaires du droit et de la justice, non seulement dans les pays civilisés, anciens et modernes, mais même en U. R. S. S. actuelle, revêt les apparences de l'absurdité la plus ahurissante et la plus inhumaine. A qui fera-t-on croire que tous les grands chefs d'un parti devenu maître incontesté du pouvoir se sont acharnés à saboter et à trahir leur pays ? « Il n'est si bon cheval qui ne bronche », disait un jour un prélat français au nonce du pape à Paris, à propos du Concile de 1811. — « Oui, répondit le nonce, mais toute une écurie !... »

On pourrait dire la même chose au sujet de tous ces hauts dignitaires du parti communiste. Qu'il y ait eu un Judas, cela n'a rien d'impossible. Mais que le Collège entier des apôtres, à l'exception du seul Staline, soit tombé dans l'apostasie, voilà ce que l'on ne saurait admettre. Au surplus, pour saboter la production de tout un pays, il faudrait rencontrer une nuée de complices à tous les degrés de l'échelle sociale, il faudrait lancer des circulaires, donner des ordres écrits, laissant des traces, il faudrait échapper pendant longtemps aux regards de la police la plus soupçonneuse et la mieux outillée de l'univers, il faudrait l'invraisemblable cécité de Staline lui-même.

Ecoutons à ce sujet le raisonnement si logique de M. Doubrowsky :

« Il est clair, dit-il, que l'un des condamnés, le ministre de l'Agriculture de l'U. R. S. S., Tchernov, avec la meilleure volonté du monde, ne pouvait, à lui seul, abattre des centaines de milliers de porcs, de vaches, de chevaux, incendier ou faire pourrir les récoltes dans une trentaine de provinces, engorger les champs, laisser geler les légumes, briser et abîmer les machines agricoles, tracteurs et autres... Autrement dit, ces crimes durent certainement être accomplis, sur ses indications, par des milliers et des milliers d'agronomes, de vétérinaires, d'arpenteurs, de mécaniciens, d'administrateurs de kolkhoses, etc., etc. De même que, dans d'autres ministères, des dizaines de milliers d'ingénieurs, de comptables, de magasiniers et d'autres employés et ouvriers devaient également être complices de leurs ministres saboteurs.

Mais, dans ces conditions, comment se fait-il que, parmi cette masse importante d'exécutants, il ne se soit trouvé personne pour dénoncer son supérieur immédiat comme instigateur des actes criminels en question ? Comment la loyauté politique ou la conscience professionnelle, ou simplement la crainte du châtiment, ou encore le désir de se faire valoir, ne provoquèrent-ils pas de pareilles dénonciations ?... Car aucun de ces exécutants, pourtant indispensables, ne figure au procès, ni en qualité de témoin, ni en celle d'inculpé. Et s'ils ont été déjà fusillés, ou si, au contraire, leurs jugements sont différés, pourquoi ne mentionne-t-on jamais ni les sentences qui les ont frappés, ni les dépositions qu'ils ont dû faire à l'instruction ?... »

Ajoutez à cela qu'aucun document, aucune preuve écrite n'a été fournie du crime accompli.

D'autre part, que pouvait espérer le coupable des actes de sabotage accomplis ou commandés par lui ? De jeter le discrédit sur Staline ? Admettons un instant que cela pût être le but cherché. Mais Staline, poursuivi par la haine ou la jalousie de ses collègues et amis, ne peut être éliminé que de deux manières : soit par l'assassinat, comme maint tsar dans le passé, — soit par sa mise en minorité au cours de plusieurs séances successives du Comité central du parti. Mais

« dans ces conditions, faire sauter les usines, exterminer le bétail, inonder les houillères, laisser pourrir les récoltes pourrait être davantage le fait d'un dément plutôt que l'œuvre d'un homme politique. Par ces actes de sabotage, leurs auteurs n'auraient pu provoquer que l'indignation des populations, à la place de la popularité recherchée. Ils ne feraient qu'éveiller les soupçons du Guépéou, au lieu de les apaiser. Subordonner toute l'activité des accusés à leur volonté de ruiner le prestige d'un seul individu, en commençant par ruiner le pays tout entier, serait une trop grande maladresse. »

Il est clair en effet que Staline aurait la partie belle si le moindre commencement de preuve pouvait être apporté par lui des crimes de ses ennemis. C'eût été faire son jeu, lui donner gratuitement l'occasion de se poser en nettoyeur salubre, en justicier, aux yeux d'un peuple opprimé et ruiné.

Prenez maintenant la seconde accusation : celle d'espionnage et de trahison au profit des puissances étrangères. Quel mobile aurait pu y pousser les hauts personnages ? Par quoi pouvait-on les tenter ? A quelle sollicitation auraient-ils obéi ? Que pouvait-on leur offrir, du dehors, qui fût si alléchant pour eux qu'ils se soient laissé tomber dans un crime de cette nature ?

On ne voit guère que l'argent. Mais l'argent n'avait et ne pouvait avoir pour eux aucune valeur. Nulle puissance étrangère ne pouvait leur promettre plus que ce qu'ils possédaient déjà. Supposera-t-on un Rothschild s'abaissant au métier

[4] En note dans l'article : « L'hypothèse la plus vraisemblable est la suivante : les aveux auraient été arrachés sous la menace de répressions exercées contre les familles des inculpés. Ceux-ci auraient été de plus « soumis » à certaines méthodes de *torture moderne*, manque d'air, chaleur insupportable, lumière aveuglante, absence totale de sommeil, etc. »

d'espion à la solde de l'étranger ? Mais ils étaient plus que des Rothschild, dans leur pays :

« Il ne faut pas perdre de vue, dit André Doubrowsky, que les inculpés étaient non pas simplement de très hauts fonctionnaires du régime soviétique, mais les tenants mêmes de ce régime. C'est dire qu'en cette qualité, ils profitent déjà de tout le bien-être imaginable et possible. Toutes les richesses de la terre, tous les services des hommes, tous les genres de confort matériel et tous les plaisirs de l'esprit sont à leur disposition. Ils en jouissent en nature. D'argent, ils n'en ont aucunement besoin. Les denrées rares, les vins de marque, les vêtements de choix, les hôtels, appartements et maisons de campagne, les meubles coûteux, les tapis, les tableaux, les bijoux, les autos de luxe et par dizaine pour chacun, ainsi que les déplacements dans des wagons personnels ou les séjours dans les stations de cure se trouvent être hors du commerce. Tout ce qui, ailleurs, est simplement vendu et acheté, en U. R. S. S. est mis à votre disposition en nature, en qualité et quantité proportionnées à la situation occupée. Or, les fonctions les plus élevées faisaient précisément l'apanage des inculpés ; de même qu'au lendemain de la Révolution, en s'octroyant ces charges enviables, ils ont partagé entre eux les biens des anciens milliardaires, de même aujourd'hui ils continuent à assurer la satisfaction de tous leurs besoins en nature et non pas au moyen d'un vil métal.. Et c'est justement pour cette raison que leurs affirmations d'avoir touché des sommes insignifiantes (jusqu'à 30.000 roubles, soit environ 30.000 f. français) et invariablement en Russie même et non hors de ses frontières, n'est qu'une imposture des plus grossières. »

On dira peut-être : Mais ils voulaient sans doute se faire un pécule à l'étranger, afin de pouvoir aller un jour vivre plus paisiblement en pays capitaliste. — En ce cas, il fallait citer les banques où ils auraient établi des dépôts de ce genre. Mais on ne pouvait le faire pour diverses raisons. D'une part, les banques auraient immédiatement démenti. Les gouvernements étrangers verseurs des sommes déposées en des banques auraient protesté. Puis il aurait été mauvais pour la propagande communiste que l'on pût déclarer au grand jour que le seul rêve des grands profiteurs du régime communiste était d'aller vivre, après fortune faite, en pays capitaliste, avec le profit de leurs trahisons. Enfin, parmi les accusés, il y en avait un certain nombre qui ayant représenté l'U. R. S. S. à l'étranger, auraient aisément pu n'y jamais rentrer et ne pas aller se jeter dans la gueule du loup, après avoir touché le prix de leurs trahisons.

N'oublions pas que toutes les fois qu'un personnage quelconque du dehors a été nommé aux débats de Moscou, il a opposé un démenti catégorique aux témoignages portés contre lui. Ce fut le cas de lady Padgett, de Nicole, E. Buré, Madeleine Paz, Dann, de Neville Chamberlain en personne.

Au surplus les évidences parlaient encore plus haut que tous les démentis.

En effet, Rykow et les autres se sont reconnus coupables d'avoir promis au Japon la province maritime de Vladivostok ; à l'Allemagne, le protectorat de l'Ukraine, en plus des provinces baltes ; à la Turquie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbedjan ; à la Pologne, la Russie blanche ; à l'Angleterre, ni plus ni moins que les territoires de toutes les républiques soviétiques de l'Asie centrale.

Pourrait-on croire un voleur qui s'accuserait d'avoir dérobé les tours de Notre-Dame ? Or, c'est ici quelque chose de tout à fait semblable.

« Il y a vraiment des limites à tout, dit très justement M. André Doubrowsky, et le lecteur français jugera par lui-même si, cette fois-ci, la dernière des limites n'a pas été dépassée. Qu'il s'imagine seulement un groupe de hautes personnalités politiques, composé de la presque totalité des ministres, des présidents du Conseil, des anciens présidents de la République, de la Chambre et du Sénat, ainsi que de la plupart des maréchaux et amiraux venant offrir : les Pyrénées à l'Espagne ; la Savoie, la Côte d'Azur et la Corse à l'Italie ; un protectorat sur Nancy en plus de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne ; l'Indochine au Japon et le reste des colonies françaises à l'Angleterre... Et tous ces pourparlers avec les gouvernements étrangers se passent à l'insu du Parlement et de la nation... »

Si une chose aussi monstrueuse était possible, on pourrait dire que la nation à ce point décrépite et pourrie n'aurait plus qu'à disparaître, car elle serait indigne de vivre !

Ce raisonnement est si clair, si logique, si inévitable que nous le trouvons sous la plume du président de la IIe Internationale, M. Vandervelde en personne, dans un article du *Peuple* de Bruxelles, dont la *Revue des Deux Mondes* cite le passage suivant (p. 87) :

« Ou bien, il est prouvé qu'à la seule exception de Staline, tous les dirigeants de l'Union des Républiques soviétiques ne sont et n'ont été qu'un ramassis de traîtres, d'espions, de fascistes à gages, de gens au service de l'étranger ; — ou bien ceux que l'on traîne ainsi devant le tribunal révolutionnaire, n'ayant contre eux d'autres preuves que leurs propres aveux obtenus par des moyens et des procédés qui restent dans une ombre sinistre, n'ont pas commis ou prémédité les crimes monstrueux dont on les accuse, et l'on prépare alors cette chose horrible de les envoyer à la mort après les avoir déshonorés. »

IV

Mais si les accusations portées contre tant de victimes sont absurdes, il y a pourtant des raisons qui expliquent cette affreuse tragédie. Rien n'arrive sans cause. Staline est un abominable tyran, c'est entendu ; il dépasse de loin tous les monstres dont l'histoire a conservé l'odieuse mémoire. Mais sa haine féroce elle-même obéit à des motifs. Ces motifs, on les devine sans peine ; ils sont de l'ordre le plus bas, mais aussi le plus primitif et le plus élémentaire. Il ne peut souffrir aucun rival. Il accomplit mécaniquement le geste du vieux Tarquin : il fait sauter les têtes qui le gênent. Et comme ce sont les plus hautes, il faut nécessairement qu'il supprime toutes les notabilités de son parti. Il faut qu'il fasse le silence et le désert autour de sa personne ; c'est pourquoi il frappe à droite et à gauche. Les 21 inculpés du dernier procès étaient groupés sous la dénomination trompeuse de *Bloc trotzkyste et de droite*. Il s'agissait en réalité des deux extrêmes, des deux pôles opposés de la politique communiste. Les partisans de Trotzky sont plus à gauche que Staline ; Rykow et Boukharine, au contraire, étaient les chefs de l'opposition de droite. Mais, parmi les 21, on trouvait aussi des hommes qui étaient dévoués corps et âme à Staline, et n'appartenaient ni à la droite ni à la gauche, tels

que Jagoda, le triste chef du Guépéou, et quelques autres personnages de second plan. Il est probable que Jagoda n'a été placé là que pour tromper l'opinion russe qui le détestait ; sa présence au milieu du groupe des accusés projetait une ombre sur ce groupe entier. C'est de la même façon qu'Hitler agit au 30 juin 1934, quand il engloba dans l'exécution de l'ignoble Rœhm tous ceux qui le gênaient à droite comme à gauche, sans qu'il y eût le moindre rapport entre les uns et les autres.

Staline en voulait surtout à Boukharine, qui était le grand théoricien du parti, l'auteur de l'*A. B. C. du Communisme*, catéchisme qui fut durant dix-huit ans à la base de l'instruction communiste. Il y avait entre ces deux hommes une vieille rivalité. Déjà Lénine avait manifesté des craintes à l'égard des tendances de Boukharine, qui était opposé aux méthodes de violence et de brutalité. Les péripéties de sa lutte avec Staline sont révélées dans un document extrêmement curieux, qui date de 1928. A cette époque, Kameneff prit des notes sur une conversation qu'il avait eue avec Boukharine, à la veille du VIe Congrès du Komintern. Ces notes tombèrent plus tard entre les mains des trotzkystes, qui s'en servirent comme éléments de lutte anti-stalinienne. Elles furent reproduites dans une feuille trotzkyste en langue française, *Contre le Courant* (n° du 12 avril 1929). Elles l'ont été de nouveau dans le journal des réfugiés russes à Paris, les *Dernières nouvelles russes*, du 15 mars 1938.

La conversation entre Kameneff et Boukharine avait eu lieu la nuit, dans le plus grand mystère. Boukharine résumait ainsi ses griefs contre Staline :

« En ce qui concerne sa ligne politique, elle est la suivante : 1° Le capitalisme s'est développé soit grâce aux colonies, soit à l'aide d'emprunts, soit au moyen de l'exploitation de la classe paysanne. Nous n'avons pas de colonies, nous ne pouvons obtenir d'emprunts ; par conséquent notre base, c'est l'impôt levé sur les paysans. — 2° Plus le socialisme se développe, plus la résistance devient grande... C'est de l'ignorance crasse. — 3° S'il s'agit de prélever l'impôt et si la résistance augmente, il faut une main ferme. L'autocritique ne doit pas toucher au régime, mais seulement à ceux qui l'appliquent... — De pareilles théories peuvent tout perdre... Il nous attaque, nous oblige à battre en retraite, il nous étranglera... »

Et Boukharine poursuit ses remarques contre Staline. Il le représente dévoré de l'ambition d'être un grand théoricien, de poser en prophète infaillible du Parti. Il ajoute qu'il règne, au sein de ce parti, « une atmosphère de haine terrible à l'égard de Staline et de rupture complète. » Et il conclut : « On hésite en même temps, ne sachant s'il faut ou non attaquer. Si nous attaquons, il nous étranglera, en nous imputant les conséquences de la scission. Si nous n'attaquons pas, il nous étranglera quand même, par un jeu d'échecs subtil, en nous rendant responsables s'il n'y a pas de pain en octobre. »

Au temps où se déroulait cette conversation, les hauts membres du Parti semblaient invulnérables. Staline lui-même avait proclamé dangereuse « la méthode de la saignée » : « Si l'un est retranché aujourd'hui, disait-il, un autre demain, un troisième après-demain, que restera-t-il du Parti ? » Staline se contenta donc alors d'une réfutation en règle des idées de Boukharine. Il prononça, en avril 1929, au cours de l'Assemblée plénière du Comité central, un discours qui a été publié en brochure sous ce titre : « *De la Déviation de Droite au sein du Parti.* »

Dans ce discours, il citait un jugement de Lénine : « Boukharine, — avait déclaré celui-ci, au début de la Révolution, — est non seulement notre plus précieux et plus éminent théoricien, il peut être également considéré comme le membre préféré du Parti ; mais il est fort douteux que son idéologie puisse être considérée comme entièrement marxiste... Il n'a jamais étudié et je crois qu'il n'a jamais compris la dialectique. »

Développant cette appréciation, Staline essaya de confondre Boukharine par l'exposé de la dialectique marxiste. Puis il l'accusa de tendances anarchistes ou anarchisantes, — ce qui veut dire anti-étatistes, — il déclara qu'il voulait « faire avancer le socialisme à pas de tortue » et qu'il voulait conserver, au sein de l'économie collectiviste, des éléments individuels et capitalistes. Mais le reproche le plus grave qu'on lui adressait était de vouloir substituer à la lutte des classes, — conception fondamentale du marxisme, — la réconciliation et même l'alliance avec le koulak, c'est-à-dire le paysan riche, « allié de la bourgeoisie ».

Tel est le crime de Boukharine et de Rykow Telle a été la cause réelle de leur condamnation et de leur suppression. Et pourtant, c'étaient eux qui avaient raison, semble-t-il, si la bonne manière de gouverner un peuple est d'obtenir l'assentiment général de ceux qui travaillent. Actuellement, la haine contre Staline est à son comble. On ne lui en veut pas d'avoir fait exécuter ses amis et ses collègues ; mais on ne lui en sait pas gré. Nous croyons que l'ex-communiste Yvon a eu raison d'écrire dans *La Flèche* du 18 mars 1938 :

« Ce procès ne semble guère plus toucher l'opinion publique (en U. R. S. S.) que les précédents. Le peuple, déçu et fatigué, ne s'intéresse plus aux luttes politiques... La jeunesse est trop occupée à se tailler des places au soleil, et les parvenus ne voient en aucun des vieux bolchéviks leur représentant. Au fond même, *peut-être sont-ils contents qu'il n'en reste plus qu'un :* un simple accident suffirait pour que le pouvoir politique leur revînt. »

Staline a peut-être sauvé sa situation personnelle. Peut-être la sauvera-t-il encore, grâce à une police implacable autant que formidable. Mais il aura tué le Parti, en supprimant tous ceux qui pouvaient en assurer l'avenir.

Et nous, Français, n'ouvrirons-nous pas les yeux ? Ne comprendrons-nous pas enfin tout ce qu'il y a d'odieux, d'immoral et de dangereux dans la coopération avec un gouvernement tel que celui de Staline ? C'est la question que se pose M. Frédéric Eccard, dans l'article cité plus haut de la *Revue des Deux Mondes*. Et il conclut :

« On a beaucoup parlé du mur d'argent du capitalisme français. Il est un mur infiniment plus nuisible, c'est celui qui est formé par l'argent soviétique qui pénètre dans notre pays par les

voies les plus diverses. Il suffirait d'en tarir la source pour que l'assainissement de notre opinion publique se fasse instantanément... »

V

La *Revue de Paris* du 1er mai nous donne quelques détails rétrospectifs sur l'entrevue de Berchtesgaden du 12 février. L'article est signé « Viator », — un pseudonyme que l'auteur déclare nécessaire provisoirement. — Les renseignements qu'il renferme viennent tous, dit-il, d'hommes aujourd'hui gardés à vue ou emprisonnés à Vienne ou transférés dans les geôles allemandes.

Voici d'abord les dates à retenir pour l'histoire.

C'est dans le courant de janvier dernier que von Neurath informa notre ambassadeur à Berlin que le Führer était décidé à se débarrasser de M. Schuschnigg par n'importe quel moyen et dans le plus bref délai possible. M. André-François Poncet se hâta de transmettre au Quai d'Orsay cette grave communication. Quelques jours plus tard, Hitler déclarait textuellement, devant témoins, « qu'il aurait bientôt la tête de Schuschnigg ». Ce fut bien, selon Viator, le refus d'une partie de l'Etat-Major de participer à cette aventure, qui provoqua les remaniements du 4 février.

Mais la résistance des généraux amena cependant Hitler à modifier son plan primitif. Il résolut de procéder par étapes, en élargissant les accords du 11 juillet 1936, dont les engagements, selon lui, n'avaient pas été tenus.

Il appela alors von Papen, son ambassadeur à Vienne, pour lui communiquer ses desseins. Von Papen lui fit observer que l'heure ne lui paraissait pas favorable. Il lui dit en substance que si l'Autriche avait eu des torts depuis le 11 juillet 1936, Schuschnigg avait en sa possession des papiers qui prouvaient que l'Allemagne en avait eu de bien plus grands. En effet, au cours d'une perquisition effectuée au siège clandestin du Comité nazi à Vienne, on avait découvert le plan complet d'un *putsch* contre le gouvernement régulier, dont l'auteur n'était autre que Rudolph Hess, le coadjuteur de Hitler. Mais ce dernier ne se laissa pas émouvoir par cette objection de von Papen et il conclut l'entretien par cet ordre formel . « Il faut que vous vous arrangiez avec Schuschnigg pour qu'il vienne me voir. »

Von Papen, de retour à Vienne, s'ouvrit à ce sujet avec Guido Schmidt, secrétaire d'Etat autrichien aux Affaires étrangères. Ce personnage extrêmemnt riche avait toujours eu partie liée, secrètement, avec les nazis. Il fut le Judas de l'Anschluss. Il engagea von Papen à rendre visite au chancelier Schuschnigg en sa compagnie, de manière à conjuguer leurs efforts pour le circonvenir. Von Papen parla le premier. Il dévoila les premières intentions du Führer, expliqua pourquoi il les avait modifiées, déclara que Schuschnigg n'avait jamais été en meilleure posture pour discuter avec Hitler, puisqu'il avait la preuve de la félonie de Rudolph Hess. Il lui conseilla donc d'accepter l'entrevue, et d'attaquer la discussion par ce point qui mettait l'avantage de son côté. Il osa lui parler de la « parole d'honneur rayonnante » du Führer « derrière laquelle chacun se sent à l'abri ».

« — L'Autriche a été menacée, conclut-il. Elle ne le sera plus, si vous acceptez de faire la paix. Vous trouverez sûrement les termes d'un accord... Vous parlerez de frère à frère... »

Schuschnigg fut si bien circonvenu qu'en dépit de toutes les raisons de méfiance qu'il accumulait dans son esprit depuis des années, il finit par céder, tout en prévenant Guido Schmidt qu'il demanderait conseil à Mussolini. La réponse de celui-ci fut textuellement : — Mon cher, j'ai toute confiance en vos capacités d'homme d'Etat.

La phrase était assez sibylline ; elle ne contenait aucun encouragement, aucune promesse de concours. M. Schuschnigg l'interpréta dans le sens le plus pessimiste et ne douta plus que l'Italie l'abandonnait à son malheureux sort.

Sa décision définitive d'accepter l'invitation du Führer, qu'il n'avait jamais rencontré, fut prise le 10 février. Le 11 au soir, il quitte Vienne, passe la nuit dans son train spécial à Salzbourg, d'où il se rend le lendemain à Berchtesgaden. Il y arrive à 11 h. 45, accompagné de Guido Schmidt et d'un jeune secrétaire de celui-ci, le Dr Peter. Contrairement à certains récits fantaisistes, il est presque immédiatement reçu par le Führer dans le jardin d'hiver de sa villa. L'entrevue, qui se déroulera tout entière dans cette vaste pièce, dure d'un peu avant midi jusqu'à dix heures du soir.

« L'atmosphère fut instantanément orageuse, écrit Viator. Sans prendre la peine de lui tendre la main ni de lui offrir un siège, Adolf Hitler parla d'abord à Schuschnigg avec violence et en vint vite aux insultes. Il le traita de « nain », « d'assassin de Planetta », de « jésuite ». Il lui reprocha d'exercer une « dictature illégale ». Il l'avertit qu'il le plierait comme il pliait tout le monde, « qu'il entendait être obéi et qu'il le ferait céder de bon gré ou par la force ». Il lui dit : « Vous jouez ici votre dernière carte. Vous vous soumettrez ou je m'emparerai sur-le-champ de l'Autriche. » L'attitude froide et naturellement dédaigneuse et distraite de Schuschnigg exaspéra le Führer, qui entama son propre éloge ou plutôt son propre dithyrambe d'une voix saccadée, en martelant la table de son poing. A un moment, comme l'autre faisait le geste d'ouvrir son porte-cigarettes, il lui interdit brutalement de fumer en sa présence.

Au cours du déjeuner auquel assistaient, outre les personnes déjà citées, M. von Ribbentrop, les généraux Keitel, Sperrle, von Reichenau et le Dr Dietrich, chef des services de presse du Reich, presque aucune parole ne fut prononcée. Il régnait autour de la table un silence total. Le menu, d'une simplicité monacale, se composait d'une soupe, d'un plat de viande et d'un gâteau aux pommes. Le café bu, un domestique présenta en premier le plateau de liqueurs au Führer qui le repoussa du geste en disant, les yeux dans les yeux de Schuschnigg : « J'autorise tout le monde à boire parce que voir boire ne gêne pas celui qui ne boit point, tandis que fumer est une inconvenance quand il y a quelqu'un que cela gêne. »

Le chancelier fédéral avoua que cela l'incommodait beaucoup de ne pouvoir fumer. D'une voix sèche, Hitler daigna lui permettre d'allumer une cigarette et finalement le laissa fumer jusqu'au soir.

L'entretien, interrompu par le déjeuner, reprit sur un ton relativement plus normal dans l'après-midi. A plusieurs reprises, M. Guido Schmidt fut introduit dans le jardin d'hiver et participa même activement au débat.

Le Führer avait tendu le matin au chancelier fédéral un accord préparé d'avance et qui contenait onze conditions, en lui demandant de le lire et de le signer sur-

le-champ. M. Schuschnigg s'y opposa et demanda le temps de réfléchir. A l'issue du déjeuner, il rapporta une réponse entièrement négative qui n'engageait, précisait-il, que lui-même, car il ne refusait point de transmettre la communication au président fédéral, M. Miklas :

— Il décidera en dernier ressort, dit-il. Moi, je réponds : non, sur toute la ligne.

Hitler ordonna simplement, sans avoir recouvré son calme, qu'on fît appeler M. Guido Schmidt. Le ministre des Affaires étrangères autrichien insista vainement auprès du chef du gouvernement pour qu'il cédât au moins sur certains points qui n'engageaient pas l'avenir et n'étaient point trop en contradiction avec les accords du 11 juillet. M. Schuschnigg consentit, après un bon laps de temps, à accorder les trois points suivants : attribution du portefeuille de la Sûreté et de l'Intérieur à une personnalité marquante national-socialiste, amnistie politique générale, admission des nazis dans le Front patriotique, à égalité de droit avec les autres membres. Sur les huit points restants, le chancelier fédéral se montra irréductible, tout en maintenant sa précédente proposition de les soumettre à l'autorité suprême de l'Autriche, le président de la République. M. Guido Schmidt ajouta qu'il se chargeait personnellement de faire accepter ces huit points par M. Miklas. Ils comportaient, entre autres mesures, l'attribution aux nazis des portefeuilles de la Guerre, de la Justice et de l'Instruction publique. Le Führer parut satisfait de cette promesse et ne réitéra plus les menaces d'invasion articulées le matin et même dans l'après-midi. »

De retour à Vienne, Schuschnigg alla conférer avec le président Miklas. Les trois conditions qu'il avait acceptées furent seules mises à exécution.

Les patriotes bien informés étaient assaillis des plus noirs pressentiments. Schuschnigg, homme profondément religieux, se considérait comme lié par sa parole, mais il s'était dit : « Jusqu'ici, mais pas plus loin. » Toute sa conduite et notamment son discours du 24 février traduisent cette ferme résolution. Ce discours du 24 fit à Berlin le plus mauvais effet. Ce fut alors que dans les milieux officiels, on commença à dire couramment « qu'il était indispensable de se débarrasser de Schuschnigg. » L'annonce du plébiscite mit le feu aux poudres.

On a, après coup, passablement critiqué l'idée même de ce plébiscite. L'agneau a toujours tort devant le loup. Et il y a des gens assez inconscients et assez cyniques pour prendre le parti du loup et accuser l'agneau au moins d'imprudence !

Il n'est donc pas sans intérêt pour l'histoire de fixer les détails de l'origine du projet de plébiscite. Ce ne fut pas l'œuvre de Schuschnigg ; il était dans l'air, depuis le 26 février. Ce jour-là, le bourgmestre de la capitale, M. Schmitz, un fervent catholique-social, comme on sait, avait reçu une délégation des ouvriers municipaux, qui venaient l'assurer du concours de la classe ouvrière. Déjà, l'avant-veille, l'Union des Syndicats ouvriers avait annoncé une action ouvrière en faveur d'une Autriche libre et indépendante. Les ouvriers se déclaraient prêts à lutter jusqu'à la mort pour la patrie autrichienne. Jamais les masses populaires n'avaient jusque-là fait preuve de sentiments de confiance semblable envers un gouvernement qui avait, en 1934, au temps de Dollfuss, réprimé assez sévèrement un mouvement socialiste dans la capitale.

Il est à noter que M. Schmitz, ancien président du parti chrétien-social, était depuis toujours un adversaire personnel du chancelier Schuschnigg, dont il avait, un instant, convoité le poste. Mais il était trop intelligent pour ne pas comprendre la gravité de la situation, trop patriote pour ne pas faire taire, en cette heure suprême, ses préventions personnelles. Ce fut lui qui, en plein accord avec le président Miklas, poussa Schuschnigg à provoquer un plébiscite. Le chancelier n'était pas l'homme des résolutions rapides. Il hésita d'abord, le Front patriotique manquait d'argent pour l'opération à lancer. M. Schmitz prit sur lui de négocier avec les petits chefs socialistes et les syndicalistes. Les premiers consultèrent leurs chefs, résidant à l'étranger, Bauer et Deutsch. Ils firent savoir qu'ils autorisaient leurs troupes à oublier les morts de la répression Dollfuss et à marcher pour le gouvernement. Le lundi 7 mars, une réunion des chefs ouvriers eut lieu à la Maison des Concerts. Le bourgmestre Schmitz y prit la parole et fut très applaudi : — « Ecoutez-moi, dit-il en substance, vous qui m'avez considéré si longtemps comme votre pire adversaire. Je vous demande de venir aux urnes. Et tant pis si demain, dans les journaux qui n'ont pas envoyé ici de représentants, on m'accuse d'être un bolchéviste. Je ne le suis pas. Non ! Mais je le dis : vous devez réclamer les mêmes droits que les nazis et vous les obtiendrez ! »

L'assistance entière lui répondit par le cri de : « Vive l'Autriche ! »

Deux jours plus tard, le 9 mars, le bruit se répandit que le plébiscite aurait lieu très prochainement. Le soir, le chancelier parlait à Innsbruck et en fixait la date au dimanche suivant.

« On nous dit, écrit Robert d'Harcourt dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 avril, que le plébiscite préparé par Schuschnigg était truqué, qu'il n'y avait de bulletins de vote que pour le *oui*. C'est faux. Dans toutes les sections de vote devaient être mises à la disposition des électeurs trois sortes de bulletins : oui, non et blancs. — On nous dit : « Plébiscite brusqué et bousculé. » A qui fera-t-on croire que sur une question vitale et aussi simple que l'indépendance autrichienne, les positions de chacun n'étaient pas fixées depuis longtemps et qu'il y avait là besoin de beaucoup de méditation ? — On nous dit que Schuschnigg avait déchaîné les bas-fonds de Vienne, avait fait livrer des armes à la lie de la population et comptait noyer l'Autriche dans le sang. C'est faux et ce mensonge s'exécute de lui-même aux yeux de quiconque connaît le caractère de l'ancien chancelier... »

Au surplus, Schuschnigg en personne, à la dernière minute de liberté qu'il a eue, a protesté contre ce tissu de mensonges.

Le vendredi 11 mars, vers 19 heures, il donnait sa démission de chancelier au Président fédéral, sur les sommations de l'Allemagne, et un peu avant 20 heures il prononçait à la radio son dernier discours, dont les deux passages suivants doivent être rappelés :

« Je constate devant le monde que les nouvelles qui ont été répandues sur l'Autriche, d'après lesquelles des troubles auraient éclaté parmi les ouvriers, que des flots de sang auraient coulé, que le Gouvernement ne serait plus maître de la situation, qu'il n'aurait plus été à même, par ses propres forces de faire régner l'ordre, sont inventées de A à Z.

M. le Président fédéral me charge de communiquer

au peuple autrichien que nous cédons à la force. Comme nous ne voulons en aucun cas, même en cette heure grave, verser du sang allemand, nous avons donné à notre armée l'ordre de se retirer sans résistance, dans le cas où les troupes allemandes entreraient sur notre territoire, et d'attendre les décisions des prochaines heures. »

VI

On vient de voir que la presse allemande a multiplié les mensonges autour de cette fin de l'Autriche. L'Allemagne hitlérienne voudrait, s'il était possible, tromper jusqu'à l'impartiale histoire et falsifier dans leur source les souvenirs exacts des événements. Il nous appartient de nous opposer à cette monstrueuse tentative, dans toute la mesure de nos forces, par amour de la vérité et de la justice. Comme le dit encore Robert d'Harcourt dans l'article cité : « C'est une chose curieuse et que notre La Fontaine a bien éclairée, que le loup ne puisse jamais se contenter de dévorer simplement l'agneau, qu'il lui faille toujours une casuistique du meurtre. »

Voyons donc la thèse allemande des faits, puis mettons en face la vérité historique.

Dès le 12 mars, le *Vœlkischer Beobachter* de Berlin écrivait :

« Ce ne sont pas les services officiels allemands, mais tous les hommes de l'Autriche allemande, conscients de leur responsabilité, qui ont rappelé à l'ordre Schuschnigg et sa clique. Ce sont ces hommes *et non pas nous*, qui nous sommes opposés à la duperie du prétendu plébiscite, qui représentait la dernière carte d'un intrigant de la politique. Ce sont eux, les hommes de l'entourage de Seyss-Inquart, qui, hier, dans une heure grave, *ont invoqué l'aide de la grande nation sœur.* »

Telle est la version allemande. Elle contient deux affirmations : 1° Schuschnigg a démissionné non pas sous la pression d'un ultimatum allemand, mais sous l'inspiration de ses collègues du ministère autrichien, autour de Seyss-Inquart. — 2° Ce sont ces mêmes hommes qui avaient forcé Schuschnigg à démissionner, qui ont fait appel à l'aide fraternelle de l'armée allemande pour maintenir ou rétablir l'ordre en Autriche.

Deux affirmations : deux mensonges. On comprend du reste assez bien la raison de la manœuvre hitlérienne. Il s'agit de faire croire qu'il n'y a pas eu violation des engagements de l'Allemagne envers l'Autriche, engagements signés une première fois le 11 juillet 1936, une seconde fois le 12 février 1938 à Berchtesgaden. Il s'agit de démontrer, contre toute évidence, qu'il n'y a pas eu intervention du Reich dans la politique intérieure de l'Autriche, mais une simple « visite de politesse », une manifestation de « fraternelle solidarité », comme cela a été dit dans les journaux allemands, envers la République sœur.

Dans une interview accordée à M. Georges Oudard et publiée dans *Le Journal* du 10 avril, le Dr Seyss-Inquart, après avoir rappelé que lui et son Gouvernement avaient été nommés tout à fait légalement par le Président Miklas, à qui ils prêtèrent serment, a osé affirmer : « Il est donc inexact que ce Gouvernement ait été constitué à la suite de propositions émanant d'une autorité quelconque du Reich. » Et il a été jusqu'à dire qu'il n'y avait pas eu d'ultimatum.

On il ment, ou il joue sur les mots. Prouvons-le.

Premier mensonge. — La *Reichspost* du samedi 12 mars a publié l'information suivante qui était, de toute évidence, un communiqué officieux émanant des bureaux de la Présidence fédérale :

« L'après-midi (du 11 mars), le secrétaire d'Etat Keppler, venu en avion, s'est présenté, d'ordre du Gouvernement du Reich allemand, à la chancellerie fédérale et *a remis l'ultimatum* du Gouvernement du Reich allemand, demandant l'ajournement du plébiscite, la démission du Gouvernement Schuschnigg et la nomination d'un Gouvernement Seyss-Inquart.

Le président fédéral Miklas rejeta cette exigence. Ensuite, d'ordre du maréchal Gœring, président du Conseil, le général Muff, attaché militaire à la légation allemande à Vienne, se présenta à la chancellerie et soumit au chancelier fédéral et à M. le Président *un ultimatum* dans le même sens et *dont le délai expirait à 19 h. 30.*

Le général Muff déclara qu'au cas où aucune suite n'y serait donnée, deux cent mille hommes de troupes allemandes avaient l'ordre de franchir la frontière autrichienne.

Le président fédéral refusa de nouveau de procéder, *sous la pression de cet ultimatum*, à un remaniement du Gouvernement et dit : « Je céderai à la violence, je tomberai par la violence, mais je ne ferai pas ce que vous me demandez. Je ne viole pas les devoirs de ma charge que j'ai juré de remplir. »

La démission offerte par le chancelier Schuschnigg ne fut pas acceptée par le président fédéral. L'incursion des troupes allemandes du Reich, qui était prévue dans l'ultimatum pour 20 heures du soir, ne s'est pas produite. De même les bruits au sujet d'une entrée de troupes allemandes à Salzbourg ne se sont pas avérés exacts. La situation politique s'en est trouvée dans une certaine mesure éclaircie. Le président fédéral Miklas ne se trouvait plus, dès lors, sous la menace de la violence immédiate. »

Or, l'authenticité de ce document ne peut être niée. Ce n° du journal est sorti quelques heures après la constitution du nouveau Gouvernement Seyss-Inquart. Il a été soumis à la censure, comme en témoigne l'aspect de la première page dont la moitié est en blanc ; il ne reste que l'article intitulé : *La Démission du Chancelier*, dont fait partie la coupure que l'on vient de citer. Enfin ce n° n'a été ni saisi ni confisqué par la suite. Donc, le samedi 12 mars, au matin, ce récit apparaissait aux *autorités nazies* de Vienne comme absolument conforme à la vérité.

Deuxième preuve : on a cité plus haut deux phrases du discours d'adieu de Schuschnigg à la radio, le vendredi 11 mars, à 20 h. environ. Il y est dit formellement : « M. le Président fédéral me charge de communiquer au peuple autrichien que *nous cédons à la force...* » C'est dire équivalemment qu'il y a eu un ultimatum. Or, ce discours a été lu à la radio en présence de tous les membres de son cabinet, y compris le Dr Seyss-Inquart.

Troisième preuve : immédiatement après la fin du discours de Schuschnigg, le speaker de la radio annonçait : « Attention ! le chancelier Seyss-Inquart va vous adresser une déclaration importante. » De fait, Seyss-Inquart fit un appel au calme et à l'ordre, mais non en tant que *chancelier*, ainsi que l'avait nommé le speaker, mais en tant que ministre. Sa déclaration enregistrée sur disque fut diffusée *jusqu'à deux heures du matin.* Mais le speaker avait rectifié et disait : « Attention, le ministre Seyss-Inquart va vous adresser

une déclaration importante. » De fait, le nouveau cabinet ne fut formé que dans la nuit. Seyss-Inquart fut alors chancelier et prêta serment avec ses collègues au président Miklas. La liste du nouveau Gouvernement fut lue à 1 h. 30 du matin. Mais pas un mot ne fut dit à la radio pour contredire le fait de la démission de Schuschnigg sous la pression d'un ultimatum allemand.

Il reste donc établi que cet ultimatum a existé, *sous la double forme d'une communication du ministre allemand Keppler et d'une menace d'invasion du général Muff.*

Deuxième mensonge : l'armée allemande n'est entrée en Autriche *que sur la demande du nouveau Gouvernement Seyss-Inquart.* Celui-ci, dans la même interview accordée à Georges Oudard, a soutenu, en répondant à une question du journaliste français, que des communistes et des socialistes avaient été armés dans Vienne et que « des attaques sanglantes s'étaient produites dont les victimes étaient des nationaux-socialistes. » Et il a affirmé avoir été contraint de faire appel à l'armée allemande.

Tout cela est faux.

Aucun ouvrier autrichien n'a été armé. Des syndicalistes avaient réclamé des fusils au bourgmestre Schmitz, le vendredi 11 mars, mais il les refusa. Il ne s'est produit aucune attaque sanglante Nous avons sur ce fait indéniable un témoin de tout premier ordre : *Hitler en personne.* En effet, dans son discours du 18 mars, au Reichstag, à Berlin, il a dit en propres termes : « Tout le pays est venu à ma rencontre, *sans qu'un seul coup de feu ait été tiré, sans qu'il y ait eu une seule victime.* »

Deuxième preuve : dans sa déclaration à la radio, le 11 mars au soir, Seyss-Inquart n'a pas parlé du moindre désordre, n'a pas annoncé qu'il faisait appel à l'armée allemande pour rétablir l'ordre. Mais sa déclaration, qui a tourné de 20 h. 15 à 2 h. du matin, disait textuellement ceci :

> « En raison des événements d'aujourd'hui, et notamment des événements au devant desquels nous allons maintenant, je fais connaître qu'en tant que ministre de l'Intérieur et de la Sûreté, je suis toujours en fonction et me sens responsable du maintien de l'ordre et de la tranquillité de ce pays .» Puis il rappelait « en particulier, qu'il ne pouvait être question, en aucune façon et en aucun cas, d'offrir résistance à l'armée allemande qui pénétrerait sur le territoire, aucune résistance même de la part de la force publique, qu'au contraire le devoir primordial est le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique dans ce pays. »

Dans cette proclamation, pas un mot ne dit qu'il y a eu des désordres, pas un mot ne dénonce les socialistes ou communistes armés, pas un mot ne déplore la mort d'un nazi autrichien, pas un mot ne dit que le nouveau chancelier se voit contraint de faire appel à l'armée allemande, dont il laisse prévoir cependant l'arrivée, évidemment toute spontanée. Rien ne laisse supposer que cette armée réponde à une invitation de sa part.

Troisième preuve : le *Vœlkischer Beobachter* de Berlin, en date du 12 mars, ose dire ceci :

> « Le ministre Seyss-Inquart a envoyé au Führer et chancelier du Reich le télégramme suivant : « Le Gouvernement autrichien qui, après la démission du Gouvernement Schuschnigg, considère que sa tâche est de rétablir l'ordre et le calme en Autriche, adresse au Gouvernement allemand la prière instante de l'appuyer dans sa tâche et de l'aider à empêcher toute effusion de sang. A cet effet, il prie le Gouvernement allemand d'envoyer, le plus tôt possible, des troupes allemandes. »

Or, dans ce prétendu télégramme, il n'est question que d'*empêcher toute effusion de sang.* C'est donc qu'il est faux que des attaques contre les nazis se soient produites à Vienne.

Mais il y a plus fort : *ce télégramme est un faux.* C'est une répétition, en plus cynique, du coup de la dépêche d'Ems du 13 juillet 1870 *Ce télégramme a été fabriqué à Berlin. Ni le Dr Seyss-Inquart, ni personne de son entourage n'a envoyé de télégramme au Gouvernement du Reich. Aucun bureau de télégraphe viennois ni autrichien n'a transmis un tel texte.*

Le journal allemand qui contient cette information, inventée de toutes pièces, se garde bien d'indiquer l'heure d'expédition de cette dépêche. Selon les déclarations officielles, les troupes allemandes n'auraient franchi la frontière autrichienne que le samedi 12, à 8 h. selon les uns, à 5 h. 1/2, selon les autres. Mais ces heures sont volontairement inexactes. « J'affirme, dit Viator, dans l'article que nous résumons, que les premiers détachements motorisés qui sont entrés en Autriche y ont pénétré, le vendredi 11 mars, entre 21 h. 5 et 21 h. 25. »

Du reste, Seyss-Inquart, dans son allocution de 20 h. 15, annonçait la chose comme imminente. Mais s'il avait lancé un télégramme, il n'aurait pu le faire qu'après la démission de Schuschnigg, donc après 20 h. Dans ces conditions, l'entrée des troupes allemandes ne pouvait se faire une heure seulement après cette démission. Et c'est pour cela que les feuilles officielles ont annoncé que cette entrée n'avait eu lieu que le lendemain, soit à 5 h. 1/2, soit à 8 h.

Terminons ce lamentable récit par un détail bien humiliant pour l'Europe. Avant de se décider pour la non-résistance armée, Schuschnigg fit téléphoner aux trois représentants à Vienne d'Angleterre, d'Italie et de France. Il reçut de Londres et de Rome une réponse catégorique qui constituait tout net un refus d'aide militaire. La réponse du Quai d'Orsay se fit tellement attendre que le chancelier était déjà gardé à vue dans sa maison du Belvédère, quand elle parvint à Vienne. Hitler pouvait tout oser. Il n'y avait plus d'Europe ! C'est pourquoi il a brusqué les choses et décidé, le 12 mars, à 17 heures, étant à Linz, de procéder à l'annexion pure et simple. « Catastrophe spirituelle », écrit avec raison Yves de la Brière dans les *Etudes* du 5 avril. L'anticléricalisme se déchaîne en Autriche, déclare Robert d'Harcourt, qui prouve que l'Autriche est placée sous le joug de la pire des tyrannies, pendant que Georges Schuster affirme, dans *Commonweal* du 15 avril, que « la Terreur règne dans Vienne. »

« Il nous semblait impossible, conclut Viator, à nous Français de l'étranger, que notre patrie fût tombée si bas et nous en pleurions, au propre, de honte ! »